

REMONTEE D'INFORMATIONS
EN REPONSE AU LIVRE VERT SUR L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC

Question 3 : L'établissement de méta-données au niveau européen pourrait-il aider les citoyens et entreprises européens à trouver leur chemin dans l'information du secteur public disponible à travers l'Europe ?

Il serait utile de posséder au niveau européen des méta-données car à l'heure actuelle le **non-spécialiste a beaucoup de mal à trouver l'information qui peut lui être utile.**

Toutefois, plusieurs questions devront être réglées:

- le **meilleur support** pour ces méta-données semble être **Internet** ;
- leur **mise à jour doit être continue** (ceci justifiant également le choix d'Internet) ;
- ces données doivent être **classées** afin d'y accéder facilement. Il semble qu'il faudrait prévoir un **classement par public concerné** en fonction des questions que se pose chaque grande catégorie d'utilisateurs (le citoyen, l'entreprise, l'homme politique...).

Il semble que l'accès direct à la mention des sources (style annuaire) ne soit pas une façon pratique pour trouver son chemin dans l'information du secteur public disponible à travers l'Europe car cela suppose de la part de l'utilisateur une connaissance préalable des organismes et de l'information dont ils disposent.

Par ailleurs, si l'interlocuteur des EIC reste de façon privilégiée la DG XXIII, ces derniers devraient pouvoir bénéficier également d'un accès facilité à l'information provenant des autres DG ou des autres institutions.

Question 4 : Quel est l'impact des différentes politiques de tarification sur l'accès à l'information du secteur public et son exploitation ?

Ici les EIC ont des réponses différentes:

- les entreprises, **surtout les PME, n'étant pas encore convaincues de l'intérêt de l'information pour le développement de leur compétitivité ne sont pas prêtes à payer l'information** surtout lorsqu'il s'agit d'information brute émanant du secteur public : elles considèrent en effet que par le biais de la fiscalité dont elles font l'objet, elles ont déjà payé cette information. A la rigueur elles admettent de payer une information à valeur ajoutée lorsqu'elle est vraiment indispensable.

Peut-être d'ailleurs conviendrait-il de parler, plutôt que de **facturation**, de **participation aux frais**, ne serait-ce que parce qu'est admis le principe de la redevance pour frais de reproduction du fait de la réglementation sur les droits d'auteur.

- pour d'autres EIC, **différentes raisons motivent la tarification** :
 - **une nécessité budgétaire** : la facturation directe des clients est de plus en plus nécessaire, dans la mesure où le budget de fonctionnement des CCI, alimenté par l'impôt des entreprises, est en baisse ;
 - **une raison "psychologique"** : un service d'information complètement gratuit est souvent déconsidéré par les clients et n'est pas le reflet de la valeur ajoutée apportée par les EIC ;
 - **une question de positionnement par rapport aux fournisseurs privés d'information** aux entreprises : si l'EIC fournit gratuitement la même information qu'un privé

celui-ci risque d'instaurer une concurrence déloyale alors que la volonté des EIC est d'encourager le développement de toutes les entreprises, y compris celles de consulting.

Au regard de leur expérience, les EIC observent que **la grande majorité des clients est prête à payer une information à condition qu'elle soit rapide, pertinente, à jour et immédiatement exploitable.**

Tous les EIC s'accordent cependant sur le fait que les entreprises recourent régulièrement à leurs services car elles considèrent que les sites tels que Europa sont compliqués. Les EIC leur apportent ainsi l'assurance d'avoir la meilleure information en un minimum de temps.

Question 9 : Dans quelle mesure les politiques poursuivies par les institutions de l'U.E. dans le domaine de l'accès à l'information et à l'exploitation de celle-ci sont adéquates ?

Il est vivement souhaité que les **PME puissent accéder aux appels d'offres de marchés publics européens** : pour ce faire, TED est accessible gratuitement sur Internet mais inutilisable par les PME et difficilement utilisable même par leurs relais d'information (EIC) car l'exploitation des appels d'offres nécessite soit d'y affecter une personne à temps plein, soit de passer par un service privé d'un coût élevé (cabinet de consulting).

En ce qui concerne l'accès à l'information, toutes les **informations qui devraient être accessibles parce que du domaine public ne le sont pas** : soit du fait de la rétention des informations par les administrations nationales ou régionales, soit du fait de leur confidentialité, soit du fait de leur obsolescence : l'information n'est pas mise à jour dans tous les Etats européens avec la même régularité : quelquefois, elle n'est même pas exploitée.

Pour ce qui est de l'information communautaire, il est évident qu'il n'est pas facile pour un non-spécialiste de l'information d'y accéder et de l'interpréter : c'est là que les EIC ont un rôle très important pour les entreprises.

Difficulté pour les entreprises de détecter les organismes compétents. Lisibilité peu attrayante des textes réglementaires ou des enquêtes dans lesquelles ne sont pas soulignées de façon assez claire les points importants des conclusions.

Question 10 : Quelles sont parmi les actions possibles celles qui demandent une attention au niveau européen ?

Selon le EIC les actions prioritaires sont des **actions de sensibilisation suivies d'actions de formation**. Ces actions devraient se décliner au stade de l'enseignement, qu'il soit primaire, secondaire ou supérieur et à l'échelon communautaire afin d'initier au niveau d'intérêt identique pour tous les citoyens dans tous les pays dans la recherche d'information.

Il faut créer dès le plus jeune âge le réflexe de la recherche d'information et insérer dans les programmes d'enseignement des méthodes de recherche d'information.

En second lieu, il faudrait poursuivre l'effort de décloisonnement des réseaux publics d'information nationaux. A cet égard, les EIC pourraient lancer des actions test sur des villes particulières (exemple : évaluation de certaines directives européennes et leurs applications nationales) et préfigurer un véritable réseau européen d'informations publiques.